QU'EST-CE QUE LA CNT-AIT ?

La CNT-AIT regroupe tous ceux qui, parmi les exploités, veulent combattre le capitalisme et l'État et instaurer une société libertaire. Sur les lieux de travail comme sur les lieux de vie, elle pratique l'anarchosyndicalisme : action collective directe, auto-gestion des luttes, solidarité de classe. Elle rejette toute compromission avec les patrons, les pouvoirs publics et les médias. Elle boycotte toutes les élections. Elle refuse de syndiquer les membres des forces répressives de l'État, considérées comme les ennemies des travailleurs. Elle représente en France l'Association Internationale des travailleurs (AIT, Première Internationale).

الإتحاد الوطني للعمال/
التجمع الأممي للعمال
(CNT/AIT) هي :
anarcho-syndicaliste
لا تتقدم لأي إنتخاب،
ليست من طرف أرباب
العمل و لا الدولة.
إنها ترفض إنتظام
إلى نقابية القوات القمعية
للدولة، إعتبارا أنها ضد
العمال. في فرنسا، هي
رمز التجمع الأممي للعمال.



"Un autre futur" est rédigé par des militants et sympathisants de la CNT-AIT et des JL habitant dans les quartiers. Vous pouvez nous proposer votre texte pour le prochain numéro.

CNT - AIT,
7 rue St REMESY,
31000 TOULOUSE

Permanence publique tous les samedis de 17 à 19 h.

Tél : 05 61 52 86 48
Plus d'informations :
http://cnt-ait.info

Jeunes libertaires (lycéens, apprentis, étudiants, ...) même adresse, permanence le samedi à 15 h.

Pour recevoir gratuitement et sans engagement quelques exemplaires de notre journal, "Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées" , retournerz ce bon à l'adresse ci-dessus :

Nom : .... Prénom : ....

Adresse : ....

.. Appartement : .... Code Postal : ....

imp spé - supplément auCombat syndicaliste de Midi-Pyrénées, n°90

OTRO FUTURO; OUTRO FUTURO. ALIA ESTONTECO. مستقبل آخر



REYNERIE, MIRAIL, BELLEFONTAINE :

STOP A L'OCCUPATION POLICIERE

Depuis deux mois, au Mirail comme dans vingt-quatre autres quartiers étiquetés "à mater" répartis dans toute la France, la police occupe le quartier.

COMMENT LA POLICE CRÉE DES ZONES DE NON-DROIT.

Le prétexte de cet abus de pouvoir, c'est qu'il existerait des "zones de non-droit", où la police "ne pourrait même pas entrer" et dans lesquelles se dérouleraient des "trafics".

Ce prétexte est parfaitement ridicule. Comment peut-on affirmer cela alors qu'il y a un gros commissariat, flambant neuf, en plein milieu ? La police n'a pas besoin d'entrer : elle est chez nous en permanence !

Quant à la "zone de non-droit", parlons-en. Mais comme il faut : un des droits les plus élémentaires est celui d'aller et de venir. Librement. Quand nous partons de chez nous ou que nous y revenons



après le travail, nous traversons, selon les jours, deux, parfois trois barrages filtrants de police. Le quartier est cerné, bouclé. Toutes les voies d'accès sont obstruées. Jour et nuit. Des groupes de policiers sont également installés à l'intérieur du quartier. Bien sûr, comme le disait mon voisin -qui, à la quatrième fouille a changé d'avis-, *"pourquoi s'inquiéter, si on n'a rien à se reprocher ?"*.

Pourquoi s'inquié-ter ? Parce que, traverser ces barrages, c'est s'exposer à être arrêté, devoir exhiber ses papiers (gare au moindre oubli !), être obligé de laisser fouiller son véhicule, avoir à en descendre pour être palpé sur tout son corps par des mains pas vraiment tendres. C'est subir la suspicion, entendre des ricanements et des commen-taires... C'est perdre beaucoup de temps et être véritablement humilié.

Quand on ne peut pas sortir de chez soi sans subir ce traitement plusieurs fois par semaine, on vit effectivement dans une zone de non-droit Un non-droit créé de toutes pièces par la police et la justice.

En ce qui concerne les fameux "trafics", nous pouvons être tout aussi clairs : en fouillant les véhicules et les poches, oui, les CRS ont certainement trouvé des barrettes de cannabis, quelques téléphones et auto-radios dérobés, d'autres choses du même niveau. Ils ont peut être mis la main sur des véhicules volés. Mais, ils pourront fouiller le quartier de fond en comble, ils n'y trouveront pas des trafiquants d'appartements de 600 m², ni des abuseurs de bien sociaux, ni des pilleurs de fonds publics, ni tous ceux qui ont profité des "services" de Patrice Alègre. Tous ceux là vivent ailleurs, loin des contrôles. Protégés par les contrôles.



STRATÉGIE DE LA TENSION

C'est à une véritable stratégie de la tension que se livre le pouvoir. Il enferme les habitants dans leur quartier, dans leur bloc d'immeuble, dans un véritable ghetto. On hésite à aller au cinéma, parce qu'on sait qu'on devra se farcir deux barrages de CRS, dans la nuit, pour revenir à la maison. Donc, on reste sur place. Vos amies hésitent à venir vous voir. On les comprend : elles n'ont pas envie de subir une palpation appuyée à l'un ou l'autre des barrages policiers. Les contacts avec le monde extérieur se restreignent.

A l'intérieur même du quartier, les gens deviennent plus stressés. C'est étudié pour.
Beaucoup d'habitants ne supportent plus ça, en particulier les personnes âgées, encore nombreuses dans le quartier.

Le principal résultat de tout ça, c'est d'engraisser la machine à réprimer. Le contrôle permanent et tatillon, les démonstrations de force sur un fond de misère sont autant de provocations qui entraînent des réactions, des "passages à l'acte" individuels ou en groupe. Il arrive qu'un habitant craque et "réponde" à un flic, quand il est contrôlé pour l'énième fois de la journée. Il arrive que la colère fasse flamber des poubelles, des voitures (parfois à quelques mètres seulement d'un barrage policier)... Tout cela est prétexte à de nouveaux contrôles, à plus de pression, à des humiliations, à des arrestations ... et cela recommence. L'État voudrait provoquer de nouvelles émeutes au Mirail qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Jour après jour, cela devient une évidence.

NE NOUS TROMPONS PAS D'ENNEMI

Coincés entre la stratégie de la tension étatique, le repli identitaire des uns et la sottise des autres (dont le dernier avatar national est l'appel "contre le racisme anti-blanc" !), la voie n'est pas large. Mais, comme ils l'ont fait précédemment, les militants anarcho-syndicalistes du quartier appellent la population à ne pas se tromper d'ennemi. Nous disons et nous continuerons à dire inlassa-blement par tous nos moyens que notre ennemi, ce n'est pas notre voisin, avec lequel nous partageons la même misère, ce ne sont pas les “jeunes” qui sont aussi nos enfants. Nos vrais ennemis, ce sont ceux qui nous humilient. Qui nous exploitent quand ça leur rapporte et qui nous licencient dès que ça les arrange. Qui augmentent les loyers, l'eau. Qui nous expulsent quand on ne peut plus payer. Qui diminuent les budgets sociaux. Qui ne nous laissent d'autre espoir que d'être parqués dans un ghetto. Alors, ne nous trompons pas. Même si c'est plus difficile que jamais, respectons-nous les uns les autres, soyons solidaires et continuons à agir pour construire un autre futur.

Les habitants
CNT-AIT du Mirail.

Quatre jeunes passeront en procès le 11 avril à 14 heures au tribunal de grande instance de Toulouse (Place du Salin). Nous ignorons les motifs avancés pour les inculper. Mais nous connaissons les causes profondes : ce sont celles développées dans cet article. Ne les laissons pas seuls face à la répression.